~~ECO TEO~~ 50-03

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

JUL 10 1964

ACTION

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

TO:
1 Gilpin 232.
2
3
☐ - Action Completed
☐ - Acknowledged
☐ - No Action Required
INITIALS

Le 9 juillet 1964

A: Monsieur B. Osorio-Tafall, Représentant Résidant de l'ONU

Du: Conseiller Juridique Principal - Ministère de la Justice

Objet: Désignation pour mission à Addis-Abéba.-

1. J'ai l'avantage de vous communiquer le memorandum signé du Secrétaire Général du Ministère de la Justice, en l'absence du Ministre en voyage à Coquilhatville, m'informant de ma désignation comme représentant du Gouvernement Congolais à la préconférence de l'Organisation de l'Unité Africaine, qui sera tenue à Addis-Abéba, en vue de la formation du Comité des juristes africains.

2. Je vous prie de bien vouloir m'autoriser à me mettre, une seconde fois, si vous n'avez pas d'objection, à la disposition du Gouvernement Congolais aux assises d'Addis-Abéba.

3. Suivant les renseignements qui m'ont été fournis par le Ministère des Affaires Etrangères, la réunion durera environ quinze jours.

4. Tous les frais de mission sont à la charge du Gouvernement Congolais.

cc: Mr. A.C. Gilpin Dep. Representative Resident

LP

RÉPUBLIQUE DU CONGO
CABINET
DU MINISTRE DE LA JUSTICE
DU GOUVERNEMENT CENTRAL

PALAIS DE LA JUSTICE
LEO - KALINA
B. P. 3137
TÉL. 3191

CABINET DU SECRETAIRE GENERAL

Léopoldville, le 9 juillet 1964.-

N° : 1651/C.312/SG.-

Objet : Conférence des Etats Africains à Addis-Abeba.-

A Monsieur SEJOUR Laurent,
Conseiller Principal
au Ministère de la Justice
à LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que vous êtes désigné pour représenter le Congo à la préconférence de l'Organisation de l'Unité Africaine en vue de la formation du Comité des juristes africains à Addis-Abeba

Je vous prie de bien vouloir prendre vos dispositions pour vous embarquer le samedi à destination d'Addis-Abeba.-

POUR LE MINISTRE,
LE SECRETAIRE GENERAL,
M. LIONGO.-

REPUBLIQUE DU CONGO
CABINET DU SECRETAIRE GENERAL
MINISTERE DE LA JUSTICE

50-03

1. Mr Miller - 230
2. File

Le 8 juillet 1964

A: Monsieur M. Gouvreau, Chef du Personnel Civil

Du: Senior Consultant pour la Magistrature

Objet: Attributions du Conseiller Juridique : Gamal Badr
Attributions des Conseillers de Cour d'Appel : MM. Tsapogas, Kanski, El Bindari.-

Veuillez trouver ci-annexées les notes relatives aux attributions du Conseiller Juridique Gamal Badr et des Conseillers à la Cour d'Appel : MM. Tsapogas, Kanski, et El Bindari.

✓cc: M. Gilpin

CONSEILLER JURIDIQUE AU MINISTERE DE LA JUSTICE
(Legal Officer) :

- Attributions : Le Conseiller Juridique examine et donne son avis motivé sur toutes les questions juridiques qui se posent au Ministère de la Justice, ou qui sont soumises par les autres départements du Gouvernement Central au dit Ministère pour avis.

  Il prépare les nouveaux projets de lois et d'Ordonnances ainsi que les amendements aux lois en vigueur.

  Il participe aux travaux législatifs élaborés par le Gouvernement Central en dehors du cadre du Ministère de la Justice (par exemple l'élaboration de la nouvelle Constitution).

  Il élabore les projets de conventions internationales ayant trait à la Justice telles que les conventions d'extradition et de coopération judiciaire internationale. Il assiste aux négociations relatives aux dites conventions.

- Qualifications nécessaires : La licence ou le doctorat en droit, avec une expérience pratique d'une quinzaine d'années dans la magistrature, le barreau, l'enseignement du droit ou comme Conseiller Juridique. Une certaine expérience au sein des corps législatifs (électifs ou consultatifs) serait très utile. Vu la diversité et la complexité des questions rentrant dans les attributions du titulaire de ce poste, une connaissance assez vaste des diverses branches du droit (droit administratif, droit constitutionnel, droit international, ainsi que les diverses subdivisions du droit privé) est nécessaire. De même, une culture générale solide aiderait à envisager les problèmes, souvent délicats, dont traite ce juriste dans toute leur ampleur et à saisir toutes leurs implications à fin de pouvoir mieux les résoudre. La parfaite connaissance du français et la facilité de rédaction en cette langue sont nécessaires. La connaissance d'une ou plusieurs autres langues (par exemple l'anglais) serait utile.

JOB DESCRIPTION

Conseiller à la Cour d'Appel (M. Tsapogas et M. El Bindari), ainsi que M. Kanaki.

- Attributions : Les Cours d'Appel (il en existe au Congo à présent deux : une à Léopoldville et l'autre à Elisabethville), connaissent des causes civiles et pénales en deuxième degré. Elles examinent sur appel les affaires déjà jugées par les tribunaux de première instance. Elles ont en outre certaines compétences pénales en premier et dernier ressort (par exemple les infractions commises par les membres des Gouvernements provinciaux). Selon le projet de la nouvelle Constitution, la Cour d'Appel de Léopoldville siège en Cour Constitutionnelle, et exerce ses attributions en attendant la création de cette dernière juridiction.

- Qualifications : Licence oudoctorat en droit. Parfaite connaissance du français et facilité de rédaction en cette langue.

Appartenant à la plus haute juridiction actuellement existant au Congo, ce magistrat doit, outreles qualifications académiques et linguistiques, justifier d'une expérience assez vaste aux juridictions ou dans les barreaux des pays du système juridique latin. Une ancienneté de 18 ans est à prévoir.

50-03

IP/cc

Le 7 juillet 1964

INFO. COPY

Action To Gilpin 232

File No.

Monsieur,

Pour faire suite à votre lettre du 17 juin 1964 adressée au Conseiller Juridique principal de la Magistrature du Congo, veuillez trouver ci-joint deux exemplaires de notice personnelle que je vous prierais de bien vouloir remplir et me retourner. Je vous saurais gré d'y joindre des photocopies ou copies certifiées conformes de vos diplômes, certificats etc. , ainsi que de toute pièce que vous jugerez utile à l'examen de votre candidature.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Maurice Gauvreau
Chef du Personnel

Monsieur
Rihawy Sidki
Juge de Paix
Afrine
Département d'Alep
SYRIE

cc: Mr. Gilpin - 210
Mr. Laurent

50-03

INFO. COPY

Action To Gilpin 232

File No. 7/7/64

Le 7 juillet 1964

A: Monsieur M. Gouvreau, Chef du Personnel Civil

Du: Senior Consultant pour la Magistrature

Objet: Candidature de Monsieur Mohamed El Far.-

1. A l'époque où la candidature de Monsieur M. El Far avait été approuvée et présentée à votre Office, le titulaire du Ministère de la Justice se trouvait à Luluabourg en qualité de Représentant du Gouvernement près la Commission Constitutionnelle. Le jury de sélection du Ministère avait donc été présidé par le Secrétaire d'Etat qui avait signé la lettre de recommandation.

2. Au mois de juin écoulé, Melle Paquin m'a informé que le Siège des Nations Unies exigeait la signature du Ministre comme seul valable en cette matière. Le Ministre venait de partir pour Bruxelles et les Etats-Unis. Cependant, dès que j'eus connaissance du point de vue du Siège des Nations Unies, j'écrivis par courrier spécial, au Ministre pour l'en informer et le prier de signer la lettre de recommandation que je lui ai soumise par la même voie.

3. A son retour de New York, le Ministre me fit savoir que cette lettre a été signée par lui et remise au service postal de l'ONU, le 26 juin pour m'être expédiée. Or, jusqu'à cette date, le pli ne m'est pas encore parvenu. Dès réception je m'empresserai de vous transmettre la lettre de recommandation de M. El Far.

cc: M. A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative

ary

-> 50-03

CIVOPS/1278/64 6 July 1964

Mr. M. Gauvreau, Chief of Civilian Personnel

A. C. Gilpin, Deputy Resident Representative

"Codes et Lois du Congo"

1. Please refer to Mr. Laurent's memoranda of 1 and 3 July (copies attached).

2. I have no doubt that you will make the necessary arrangements to ensure that all those who have received copies of the "Codes et Lois du Congo" return these to the Office of the Resident Representative before they finally leave the Congo.

cc: Mr. Laurent

50-03

photo

JUL-3 1964

ACTION

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

TO:
1 Gilpin 262
2
3
☐-Action Completed
☐-Acknowledged
☐-No Action Required
INITIALS

Le 3 juillet 1964

A: Monsieur A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative

Du: Senior Consultant pour la Magistrature

Objet: Réclamation du Secrétariat Général de la Justice.-

1. Suite à mon memorandum du 1er juillet relatif à la distribution des Codes Congolais aux magistrats par M. Kokinopoulos, je vous informe qu'en cherchant dans les archives laissées par l'ex-Senior Consultant, j'ai retrouvé les récepissés qui lui avaient été délivrés par les magistrats à qui il avait remis ces ouvrages.

2. Mon opinion est que le Gouvernement Congolais a pour obligation de pourvoir ses fonctionnaires de tout le matériel nécessaire à l'accomplissement de leur fonction.

3. Dès lors, la réclamation du Secrétariat Général du Département de la Justice est sans objet. Tout ce que l'ONUC peut promettre, c'est de reprendre les ouvrages prêtés aux magistrats à la fin du contrat d'engagement de ces derniers, afin d'en faire remise au Parquet Général.

4. A cette fin, le ticket de rapatriement ne sera délivré que contre restitution par le magistrat des Codes qui lui avaient été prêtés.

cc: M. le Chef du Personnel Civil

Liste des Magistrats, recrutés par l'ONU qui ont reçu du Parquet Général de Léopoldville l'édition complète des "Codes et Lois du Congo" (3 volumes).

MM. Tsapogas
Mortakis, C.
Vitalis, G.
Keilany, H.
Zaklama, S.
Paradellis, C.
Cherif, M.
Kanski, C.
Ghamra, W.
Bouchereau
Saitas, M.
Renteria Machado
Helquist, T.
Ferrus, S.
Gonzales P.
Sam, Gaston
Infantozzi, O.
Elie, L.
Deif, S.
Moïse, A.
Piverger, L.
Takba, S.

Rouchdy Moustapha, M.
Hakim, D.
Timothé, L.
Nikolakaki, P.
Colimon, R.
Boghossian, R.
Hosni, A.
Boncy, R.
Scordis, C.
Alerte, G.
Wasfy H.
Haj-Ali, F.
Papakirycou, G.
El-Bindari, A.
Badr, G.
Zarris, C.
Yazigi, J.
Hernandez, A.
Fayad, G.
Attar, N.
Safa, S.
Eveillard, G.

M. Boskovic, N. - Consultant Principal, Communications et Transports
M. Lorenzo, I. Claims Officer
M. Chambour, F. Property Survey/Claims

50-03

JUL-3 1964

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO

ACTION

TO:
1 Gilpin 232
2
3
☐-A
☐-A
☐-No Ac
IN

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 1er juillet 1964

A: Monsieur A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative.

Du: Senior Consultant pour la Magistrature

Objet: Engagement contracté par M. Kokinopoulos.-

1. Le Secrétaire Général du Ministère de la Justice m'a informé que M. Kokinopoulos, à l'époque où il remplissait la fonction de Conseiller Juridique Principal à ce Département, avait pris du Parquet Général un lot de trente jeux de Codes Congolais, avec promesse de les faire remplacer par l'ONUC.

2. Jusqu'à son départ du Congo, en avril 1963, M. Kokinopoulos n'a pas exécuté sa promesse. Le Secrétariat Général du Ministère désire être renseigné sur les intentions de l'ONUC à cet égard.

3. En prenant possession des archives de M. Kokinopoulos, le soussigné avait reçu un lot de quatre (4) jeux de Codes Congolais. Il est à présumer que les jeux manquants avaient été distribués aux magistrats par M. Kokinopoulos.

4. Je vous serais obligé de me faire connaître la décision de l'ONUC en ce qui a trait à la réclamation du Secrétariat Général du Département de la Justice.

-7 50-03

IP/rs

le 29 juin 4

A: Monsieur S. Laurent, Conseiller principal, Magistrature

De: Maurice Gauvreau, Chef du Personnel civil

Objet: Monsieur Saad TAKLA - Report du congé annuel

Vous vous rappellerez que Monsieur Takla n'ayant pu, pour des raisons de services, partir en congé dans les foyers au moment où il y avait droit, c'est-à-dire après deux ans de service, nous avions demandé au Siège d'autoriser en sa faveur une exception à la disposition 205.1 c) du Règlement du Personnel qui prévoit qu'un maximum de neuf semaines de congé accumulé peut être reporté de la deuxième sur la troisième année de service. Je vous communique, à titre d'information, la réponse négative reçue de New York et serais heureux de recevoir vos commentaires, le cas échéant:

> " We have reviewed Mr. Takla's request for an exception to Staff Rule 205.1 (c) and while we appreciate the compelling reasons which necessitated postponement of his home leave, there is nothing in the record to indicate that it would not have been possible for him to take some annual leave during the period of his assignment. We regret therefore that we cannot justify an exception to the rule in this connexion. "

Il apparaît donc opportun d'attirer l'attention des autorités compétentes sur les termes de la disposition précitée. Puis-je me permettre de suggérer que, en votre qualité de Conseiller principal, vous interveniez, si besoin est, auprès des autorités compétentes pour qu'elles accordent aux magistrats quelques jours de congé de temps à autre, lorsqu'il est prévu que les exigences du service ne permettront pas de les libérer en temps voulu pour qu'ils puissent profiter de tous les jours de congé auxquels ils ont droit.

INFO. COPY

cc: M. A. Gilpin

~~Action~~ To Gilpin 232

File No. 2/7/64

eu of

IP/jb

50-03.

-7

L/340/64

27 June 1964.

TO: Mr. Charles L. Coates, Chief, Technical Assistance, Recruitment Services, Office of Personnel

FROM: B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative

SUBJECT: Candidates for the Congo Judiciary

..... We enclose the personal history of candidates whom the Senior Consultant, Mr. S. Laurent, considers suitable for posts in the Congo Judiciary. Listed against each name are attachments to the P.11 form and comments of the Senior Consultant, as well as the post for which the candidate may be considered

Name	Attachments	Post for which considered
ABDEL FATTAH, Y.M.E.	Letter of application dated 2.XII.1963. Curriculum vitae Certified translation of certificate from Law Faculty, Cairo University	Deputy to State Attorney
ACKAOUI, Selim Y.	Photocopy Diplôme de Bachelier en Droit et Diplôme de licencié en Droit, Paris University. Three certificates from Cour d'Appel mixte of Alexandria, dated 1.12.32, 20.4.36 and 25.6.44. Registration with Cour d'Appel du Caire dated 20.8.49.	Judge, Court of First Instance
COTSAKIS, Jean	Photocopies of: Certificat de Sciences pénales 6.6.32, Diplôme de licencié en Droit, 7.7.32 and attestation 19.8.63 from the Law Faculty, Université d'Aix-Marseille Entry permit for Congo 10.10.62 Letter of application 5.6.63. (No personal history form).	First Deputy to State Attorney

./../2

Name	Attachments	Post for which considered
GARCIA-PEREZ-BANCES, J.	Translations of: Law diploma, University of Oviedo, 21.12.55; Certificate of licence philosophie et lettres, Université d'Oviedo 22.11.58; certificate of studies, University of Oviedo, 20.6.63; attestation by J. Rodriguez, Lawyer, Oviedo, 19.6.63; certificate of registration with Oviedo Bar, 20.5.63 (all originals kept here).	First Deputy to State Attorney
HECTOR, Raoul	Certificate of baccalauréat, Parts A and B, Department of Education, Haïti, July 33, July 34. Law Diploma, Haïti University, 29.7.37 certificate of membership Port-au-Prince Bar, 16.7.63. Certificate Port-au-Prince Military Police, 16.7.63. Curriculum vitae Appraisal by Legal Adviser A. El Bindari, 28.10.63.	Judge, District Court

Will you please let us have your views on the above candidates.

We wish to draw your attention to the candidacy of Mr. Garcia-Perez-Bances, which already has the informal approval of the Minister of Justice. Mr. Garcia is at present employed as a teacher in the Congo under a UNESCO contract which expires 30 June. He would be immediately available for the Judiciary and is prepared to accept a six months contract initially. You are of course aware that there are now five vacancies in the Judiciary, namely, posts H-58, L-58, X-58, AE-58 and AH-58, which the Government are anxious should be filled as soon as possible. However, no funds are as yet available for the financing of this project in 1965. We can therefore offer contracts extending to the end of this year only, a proposition not likely to be accepted by worthwhile candidates, unless they are already in the Congo and have no business to liquidate, etc. I feel that we should take advantage of Mr. Garcia's immediate availability. There is no objection to his transfer to the Judiciary on the part of the Ministry of Education; in this connexion, we refer you to our AR.31/13 of 13 March 1963 and confirm that the Ministry's position has not changed. The Chief of the UNESCO Mission, Mr. Najman also considers that, while Mr. Garcia's services as a teacher are most satisfactory, better use would be made of his training and experience in the Judiciary, a view which I fully endorse.

I strongly recommend the candidacy of Mr. Garcia-Perez-Bances to your favourable consideration and should be grateful for your cabled decision at an early date.

A cabled reply to my L/238/64 and L/309/64 concerning Mr. Paul Favre would also be appreciated, to whom similar consideration apply as in the case of Garcia.

-7 50-03

JUN 27 1964

ACTION

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. E.F. Osorio-Tafall
Chief of Civilian Operations
Congo

Date: 24 June 1964

FILE NO: PAY 64 CONGO

THROUGH:

FROM: Charles L. Coates, Chief
TASS, Office of Personnel

SUBJECT: Paul FAVRE

1. I refer to your memorandum of 10 June requesting a reply to your memorandum L/238/64 of 15 May in connection with Mr. Paul FAVRE.

2. I have not received your memorandum, however, I have seen a copy of your memorandum to Mr. Miller of 10 June concerning the expiration of contracts and I note that Mr. Favre does not wish to renew his present contract but is interested in a post with the Congo Judiciary.

3. Under the circumstances, I would be grateful for a copy of your earlier memorandum so that we can take appropriate action.

/ INFO. COPY

Action To: Gfn. 21L

File No. 27/6/64

50-03

IP/af

15 May 1964

L-238/64

TO: Mr. Charles L. Gentes, Chief,
Technical Assistance Recruitment Service

FROM: M.F. Guerin-Tafall,
Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Candidate for the Judiciary: Mr. René FAVRE

Mr. Favre has been employed by ONUC as a lecturer in Public Law at ENEA (Ecole nationale de droit administratif) since March 1962; his present contract expires 31 July 1964.

He has expressed interest in obtaining employment with the Congo Judiciary, and the Senior Consultant for Public Administration believes that his academic and professional background might qualify him for such a post. We are therefore enclosing his curriculum vitae together with comments thereon by the Senior Consultant for the Judiciary, Mr. S. Laurent.

Would you please advise whether you consider him a suitable candidate when we could submit to the Government when a vacancy occurs in the Judiciary. We should appreciate receiving your views at the earliest possible date.

STANISLAS HERMAN
AVOCAT
PRÈS LA COUR D'APPEL

Léopoldville le I7 juin I964 c/o BP 2830 T/4265
Elisabethville Avenue Munongo I00 B.P. 8II
Bruxelles c/o Avenue Lepoutre .

INFO. COPY

50 - 03

Personnelle .

Action To Mr. Gilpin 232
File No.

Monsieur le Représentant,

Votre Référence - CON-(L)-58-L - Demande du Gouvernement du Congo- Léo-
Poste : Mag. Juge de Ière Instance (30-I00-50I) - Un an -Léopoldville.

Au cours de notre entretien, lundi après midi - I5 juin - , j'ai eu l'honneur de vous exposer brièvement les motifs qui m'ont déterminé à me porter candidat au poste sous rubrique par le truchement de l' Organisation des Nations Unies . Je vous ai remis une copie de mes correspondances adressées au Bureau de Recrutement de Genève . Par ailleurs , vous m'avez donné à remplir , en double exemplaire , la notice personnelle d'usage que j'ai apportée , ce matin, à Monsieur Gorgé , en son bureau .

Lundi dernier, je crois avoir dû vous préciser que la place vacante de magistrat ne m'intéressait que pour autant qu' il s'agisse au moins de fonctions de Juge de Ière Instance - à Léopoldville et pour autant que ce soit dans le délai le plus rapproché . Vous m'avez signalé , alors , qu'évidemment, la désignation à ce poste dépendrait essentiellement du Ministère de la Justice du Congo.

Aussi, à toutes fins , me suis je permis de prendre immédiatement contact avec les services compétents du Ministère de la Justice (MM Laurent - Liongo ....) ; il en résulte , que , vu mes antécédents et mes qualifications (et mes rapports cordiaux avec la magistrature congolaise) , le Ministère de la Justice serait même disposé àbloquer quelque temps (jusqu'à la fin juillet) la place sollicitée et vacante à Léopoldville .

Je crois ainsi, de mon côté , avoir fait tout ce que j'ai pu pour vous faciliter la tâche. Toutes mises au point et formalités ne dépendraient donc plus que de vous ; celles ci satisfaites, le Ministère de la Justice ferait signer une ordonnance de nomination . Je reste à votre disposition et avec mes plus vifs remerciements anticipés pour ce que vous voudriez faire et décider au plus tôt dans ce sens , je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération très distinguée .

Stanislas Herman
S. HERMAN.

A Monsieur Bibiano OSORIO-TAFALL
Représentant et Chef des Opérations
des Nations Unies au Congo
Building Royal
LEOPOLDVILLE.

c/o C2 50-03

Judicature

JUN21 1964

ACTION any

TO:
1 Mr. Gulpin 214
2
3
☐ A Completed
☐ A n w'edged
☐ N Action Required
IN

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:

S.R.S.G.	C.C.O.		I.L.O.
C.P.S.C.	C.P.I.		
C.A.O.	PUB. WK.		MAILOPS.
C.F.A.	I.R.A.S.		P.X.
C.P.O.			E.A.O.
C.F.O.			I.T.U.
			P.T.A.O.
C.G.S.	FOODSTF		WELFARE
MILITARY RECEIVED			

MISCSTAN 147

ONUC STANLEYVILLE 20 JUNE 09.43Z

ONUC LEOPOLDVILLE

A LAURENT DE FAYAD HOBISCH STOP RAPPELLE MISCSTAN 113 STOP

AUTORISATION CONGE DEJA DONNEE PAR PRESIDENT COUR APPEL STOP

ATTENDONS VOTRE ONUSIENNE CONFIRMATION ""

3

Read to Mr. Laurent's Secty over phone 23/6 P.

UNITED NATIONS - NATIONS UNIES → 50-03

INDICATE PRIORITY	LTF		SVC Service		FFFFF Routine	XX	SSSSS Priority		PRIORITE NATIONS	

Priorité Nations traffic is strictly limited.

NR

C2

(Address es)

1964 JUN 18 PM 3:48
O.N.U.C.

UNATIONS
NEWYORK

18 June 1964

(TEXT & SIGNATURE) insert prefix &/or number as required USE DOUBLE SPACING

ONUC 7341. COATES FROM GILPIN.

REUR 2242. WOULD REFER YOU TO OUR 1898 CONFIDENTIAL TO LEONARD OF 21 MAY REPLYING MILLER'S MEMORANDUM FIRST MAY.

cc: Mr. Gauvreau

1250 x 100 - 11 - 63

T. O. R.

T. O. D.

BY:

Drafted by :

Authorized :

Date :

50-03

C2

ACTION

CIVILIAN	MILITARY

JUN 18 1964

ACTION

TO:
1. Mr. Gilpin
2
3
Completed
Acknowledged
Action Required

YC114 NY 37 17 1621Z ;

LTF

ONUC

LEO ;

2242 GILPIN. YOUR 1394 PENDING CLARIFICATION REQUESTED MILLER TO OSORIOTAFALL DATED ONE MAY WE EXTENDING SEJOUR LAURENT TO 31 DECEMBER 1964 AT PRESENT LEVEL WITHOUT PREJUDICE OUTCOME CONSIDERATION REQUEST FOR HIS RECLASSFICATION ;

COATES "

COL 2242 1394 31 1964 "

REGISTRY
18 JUN 1964
ONUC

50-03

-7

CIV.OPS./1190/64

18 June 1964

To: Mr. S. Laurent, Principal Adviser on Judiciary

From: A. C. Gilpin, Deputy Chief, Civilian Operations

Subject: Mr. S. Herman

..... As discussed on the telephone, I enclose the papers relating to the application of Mr. S. Herman for the post of "juge de première instance" in Léopoldville.

We would appreciate receiving your comments on this candidature as soon as possible for transmission to New York. I shall be grateful if you will return all the papers with your comments.

50-03

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. B. Osorio-Tafall
Resident Representative UNTAB
Leopoldville (Congo)

Date: 5 June 1964

File No.:

THROUGH:

FROM: William Houston Miller
Programme Officer in Charge
Congo (Leopoldville) Unit

Personnel

SUBJECT: Judiciary Extensions

With reference to your cable 1763, we are pleased to advise that the extensions requested, with the exception of Mr. H. Sund (Post P-58) have been approved, and the personnel actions are in process.

We call to your attention that Mr. Sund's present contract runs to 30 June 1965.

INFO. COPY

Action To: B. Tafall

File No. Congo 21L

WHM

50-03

C-4

UNATIONS NEW YORK

ONUC 1763 ASTAO FROM SAUNDERS. REQUEST EXTENSION THROUGH 31 DECEMBER 1964 OF FOLLOWING MAGISTRATES, PROJECT 50-03, CONGO FUND: JERZY KANSKI, POST B-58; GEORGES BOUCHEREAU, POST AD-58; GEORGES VITALIS, POST S-58; HARALD SUND, POST P-58; ANASTASSIOS TSAPOGAS, POST D-58; DAVID HAKIM, POST AO-58; SERGE FERNUS, POST AI-58; LOUIS ELIE, POST AN-58. YOUR EARLY APPROVAL WILL BE APPRECIATED. EVALUATION OF ABOVE NAMED FOLLOWS BY POUCH. ALL MAGISTRATES UNDERGOING MEDICAL EXAMINATION.

/ef

C. Coutsinas
M. Gauvreau
12 May 64

50-03

50-1

Le 12 Juin 1964

A: Monsieur M. Gouvreau, Chef du Personnel Civil

Du: Senior Consultant pour la Magistrature

Objet: Engagement de Mons Mohamed El Far.- Votre memorandum du 10 Juin 1964.

1. Suite à votre memorandum en référence, je vous rappelle qu'il a été fait choix de M. Mohamed El Far à titre de Substitut du Procureur d'Etat en remplacement de M. C. Papakirikou dont le contrat n'a pas été renouvelé.

2. Le Ministre de la Justice n'a pas d'objection à ce que ce candidat soit recruté au grade de Premier Substitut du Procureur d'Etat.

3. Quant à son recrutement, je vous rappelle que M. M. El Far doit remplacer un magistrat dont le contrat d'engagement a pris fin au mois d'Avril 1964. Or, suivant la promesse qui a été faite par M. le Chef des Opérations Civiles au Ministre de la Justice, tous les experts qui se trouveront dans ce cas seront remplacés afin de maintenir a quarante sept (47) le nombre de juristes sur place, ce jusqu'au 31 Décembre 1964. Si M. El Far ne peut être engagé qu'en 1965, le nombre de quarante sept (47) est alors ramené à quarante six (46).

4. Monsieur le Ministre s'inquiète de cette décision et, pour le tranquiliser, je vous serais obligé de me faire connaître la décision de l'ONUC à cet égard.

5. Au cas où la difficulté de recruter tout de suite M. El Far serait dûesimplement à la question de grade (Premier Substitut au lieu de Substitut), je vous rappelle que M. Infantozzi Oscar, engagé comme Premier Substitut, ne revient pas au Congo. Rien ne s'oppose, dès lors, à l'engagement de M. El Far en remplacement de M. Infantozzi.

INFO. COPY

cc: M. Gilpin Dep Chief Civ. Ops. 214

Action To

File No. JUN 12 1964

AC

TO

IP/jb

50-53

L/389/64

10 June 1964.

TO: Mr. Charles L. Coates, Chief, Technical Assistance Recruitment Services, Office of Personnel, New York

FROM: B.F. Osorio-Tafall, Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Mr. Paul Favre

I should be grateful for your early reply to my memorandum L/238/64 of 15 May. Mr. Favre is anxious to know whether there is any likelihood of his remaining in the Congo after 31 July as he must plan now for his and his family's eventual travel, accommodation, etc.

IP/jb

50-53

L/308/64

10 June 1964.

TO: Mr. W.H. Miller, Programme Officer in Charge Congo (Leopoldville) Unit, New York

FROM: S.F. Osorio-Tafall, Chief of Civilian Operations

SUBJECT: Expiration of contracts

The following will reply to your memorandum of 3 June 1964:

Mr. Julien Aubert	Post F-56 - does not wish to renew his contract beyond 31 July 1964.
Mr. Paul Favre	Post C-56 - does not wish to renew his contract as lecturer in Public Law beyond 31 July. He is, however, interested in a post with the Congo Judiciary. In this connexion, we sent his curriculum vitae on 15 May to Mr. Coates (our L/238/64) and are awaiting the latter's comments.
Mr. Félix Lafore	Post C-45 - will transfer to UNESCO effective 1 July 1964.

50-53

ONUC
BUKAVU

Le 8 Juin 1964

TAB/ 3070

A KUNITZBERGER POUR SUND HARALD JUGE TRIBUNAL PREMIERE INSTANCE BUKAVU DE LAURENT SENIOR CONSULTANT JUDICATURE VOUS DEVEZ OBTENIR CONGE PREMIER PRESIDENT COUR D'APPEL

cc: Mr. Gilpin
Mr. Laurent

M. Laurent
M. Gilpin
8.6.64

50-53

ONUC
STANLEYVILLE

Le 8 Juin 1964

TAB/ 299

A HORISCH POUR FAYAD PRESIDENT TRIBUNAL PREMIERE INSTANCE STAN
DE LAURENT SENIOR CONSULTANT JUDICATURE
VOUS DEVEZ OBTENIR CONGE PREMIER PRESIDENT COUR D'APPEL

cc: Mr. Gilpin
Mr. Laurent

M. Laurent
M. Gilpin
8.6.64

ACTION

50 · 03

Mr. Gilpin 2141

TLX BUKAVU 964 72/71 89 08082

P1/51/SP

ETAT

ONUC

LEOPOLDVILLE;

BULE 412. A MENIRSI PROCUREUR GENERAL DE HAKIM PROETAT BUKAVU.

REF VOTRE TEL TAB/291. VOUS INFORME MONSIEUR BRIDOSIA SE TROUVE EN INSPECTION PARQUET GOMA . PERSONNEL JUDICIAIRE AU COMPLET SE TROUVE A BUKAVU. ACTIVITE PARQUET BUKAVU EST NORMALE. NOUS SOMMES EN COLLABORATION

P2/21 ;

ETROITE AVEC TOUTES LES AUTORITES Y COMPRIS MONSIEUR KUNITZBERGER REPRESENTANT ONUC. VOUS METTRAI AU COURANT DU DEVELOPPEMENT DE LA SITUATION"

COL 412 TAB/291"

REGISTRY
10 JUN 1964
ONUC

CR.13 (4-59)

ROUTING SLIP

Comments for the record should not be written on this slip. REFERRAL SHEET PT.108 should be used instead.

TO: Mr. B. Osorio-Tafall 214

	APPROVAL	X	YOUR INFORMATION
	MAY WE CONFER?		AS REQUESTED
	YOUR SIGNATURE		FOR ACTION
	NOTE AND FILE		REPLY FOR MY SIGNATURE
	NOTE AND RETURN		PREPARE DRAFT
	YOUR COMMENTS		ATTACH RELATED PAPERS

File

DATE:	FROM:
5/6	W.H.Miller

50-03
Miller
#6

2.6.64 R. Tucker 3643 TAMS 80000-777 FMS 64 00000
581
X

NATIONS
OSEWA

_____ TAMS MORGAN. INCENTIVENT COUPO LEO 58 AS BUILD IN ABEYNGOR AN
ARRANGEMENTS FOR FINANCING JUDICIARY BUTCHO BED 1964 STILL TO BE COMPLETED

RUMLAN

cc Mr. Miller

L.R. Ramos, TAM/Personnel

50-03

OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO **UNITED NATIONS OPERATION IN THE CONGO**

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 3 Juin 1964

A: Monsieur A.C. Gilpin, Chef-Adjoint des Opérations Civiles

Du: Senior Consultant pour la Magistrature

Objet: Adoption du Programme 1965-66 - Projet 50-03.

Veuillez trouver ci-joint copie de la lettre par laquelle Monsieur le Ministre de la Justice a notifié à M. Succard du Bureau de Coordination Economique, son accord au programme relatif au Projet 50-03, pourl'exercice 1965-66 avec projection sur les exercices 1967-68.

JUN 3 - 1964

ACTION

TO: Gilpin 232
1
2
3
☐ - Action Completed
☐ - Acknowledged
☐ - No Action Required
INITIALS

jc/SL

21 mai 1964

A Monsieur A. Succard
Directeur du Bureau de la
Coordination Economique
Cabinet du Premier Ministre
à Léopoldville

889/64 E./110.

Adoption du
Programme 1965-66-67-68
pour la Magistrature.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'avantage de vous informer que, après examen, je donne mon plein accord au Projet de Programme (No. 50-03) préparé par les Services compétents de l'ONUC en collaboration avec le Conseiller Juridique Principal du Ministère.

En conséquence, vous êtes autorisé à considérer le dit programme comme définitivement adopté par le Ministère de la Justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

J. Bomboko
Ministre de la Justice
et Garde des Sceaux

REPUBLIQUE DU CONGO
CABINET DU MINISTRE
MINISTERE DE LA JUSTICE

50-03

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. B. Osorio-Tafall
Resident Representative UNTAB
Leopoldville (Congo)

Date: 3 June 1964

FILE NO.

JUN 9 - 1964

THROUGH:

FROM: William Houston Miller
Programme Officer in Charge
Congo (Leopoldville) Unit

ACTION

TO: Personnel
1
2
3
☐ Action Completed
☐ Action Requested
☐ No Action Required
N/A

SUBJECT: Candidate for Post AH-58: Mr. M.A. EL-FAR (UAR)

Attached are copies of the curriculum vitae of Mr. El Far, together with comments of the Office of Personnel.

We would be grateful for your submission of this candidate for Government approval, keeping in mind, however, that appointment cannot be made until definite financing for 1965 has been assured and is a matter of financial record.

INFO. COPY

~~Action~~ To: O. Tafall

File No.

28 avril 1964

MEMORANDUM

OBJET: Candidat au poste de Premier Substitut du Procureur d'Etat à pourvoir auprès de la République du Congo (Léopoldville) (CON(L)-58-AH)

Le Service du Personnel, en consultation avec le département compétent, recommande la candidature de:

Mohamed Adel EL FAR (EAU)

pour le poste sus-mentionné.

D'après les références de M. El Far et les rapports des personnes qui l'ont interviewé, il semble très qualifié pour ce poste.

Avril 11964

CURRICULUM VITAE

Nom: EL FAR, Mohamed Adel **Nationalité:** R.A.U.

Date de naissance: 15 août 1926

Etat civil: Célibataire

Adresse: 33, rue Kafr Abdou
Alexandrie, RAU

Langues: Arabe (langue maternelle)
Français, anglais (couramment)

Etudes:

1942-1946: Faculté de droit, Université d'Alexandrie - Licence en droit

Expérience:

1950-à ce jour: Etude privée - Avocat auprès de la Cour de Cassation et la Cour Suprême Administrative, Alexandrie.
Défendre les intérêts des particuliers devant tous Tribunaux, Commissions ou Administrations. Préparer actes de procédure.

1946-1950: Ministère de la Justice, Le Caire - Chef de la Délégation de la publicité immobilière à Alexandrie.
Examiner les titres de propriétés des citoyens. Indiquer les défaillances pour les compléter. Autoriser la publication des actes qui portent sur un droit réel. Surveiller les travaux des Notaires.

Associé au Cabinet Sanguinetti et Mahmud. Ce Cabinet traitait les affaires de: Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, Crédit Lyonnais (banque), Banque ottomane; continue à traiter les affaires de: Bourse des valeurs d'Alexandrie, bourses des marchandises disponibles d'Alexandrie, Egyptian Tosting House (pour le coton), Associated Cotton Ginners, The Crown Brewery.

Membre des Conseils d'Administration de: The Gabbari Land Company.

Fut Membre des Conseils d'Administration de: Société de Lotissement et d'Urbanisme, Société égyptienne d'entreprises et de constructions, Crédit alexandrin, Société égyptienne des Bois et Matériaux (S.E.B.E.M.).

Associations professionnelles: Société Egyptienne de Droit International.
Membre du Conseil d'Administration "Secrétaire Honoraire" du Croissant Rouge Egyptien à Alexandrie (Le Croissant Rouge est une branche de la Croix Rouge internationale).

50-53

Conf

ONUC ELISABETHVILLE

LEONLI 1218 HALBERT FROM GAUVREAU. RECUR 1177. MAGISTRATE ROUCHET MOUSTAFA'S CONTRACT EXTENDED THROUGH 31 DECEMBER 1964. POUCHINU P.S.

ADMINFIELD

/of

I. Paquin
H. Gauvreau
28 May 64

IP/rs

50-03

le 26 mai 4

A: Monsieur S. Laurent, Conseiller principal pour la Magistrature

De: Maurice Gauvreau, Chef du Personnel civil

Objet: Candidats pour la magistrature

Suite au mémorandum que M. Gilpin vous a adressé en date du 25 mai, veuillez trouver ci-après les noms de cinq candidats à ajouter à la liste des dossiers qui vous furent remis par Mme Buccianti le 3 février 1964:

MM. Jean-Pierre ARNOLIS
Sadok BEN SLIMANE
Abdel Hamid KAROUI
Andraos ADLY YASSA
Mme CHOKKI ABI LOGOUN

cc: M. A. Gilpin

ACTION
SYMBIAN SECRETARY

50-03

Mr. Osorio-Tafall 214
~ Gilpin - 232

YC62 NY 40238 26 1504Z ;

LTF

ONUC

LEO ;

1925 OSORIO-TAFALL YOUR 1572 TO LEONARD. REGRET GENERAL DELEGATION AUTHORITY UNDER STAFF RULES NOT POSSIBLE BUT SYMPATHETIC CONSIDERATION WILL BE AFFORDED PARTICULAR CASES PROPOSED BY YOU FOR EXCEPTIONAL TREATMENT IN VIEW CONGO CONDITIONS ;

COATES "

COL 1925 1572 "

50-03

C-4

UNATIONS NEW YORK

ONUC 1985 LEONARD FROM OSORIO-TAFALL. REF YOUR LETTER 14 MAY FROM MILLER. OSCAR INFANTOZZI, POST AE-58, JUDICIARY, PROJECT 50-03, LEAVING MISSION 5 JUNE 1964, DATE EXPIRY HIS CONTRACT, FINAL EVALUATION REPORT IN HIS RESPECT FORWARDED TO YOU BY POUCH.

Gilpin 232

INFO. COPY
Action
File No.

/ef

C. Couteinas
N. Gauvreau
26 May 64

50-53 IP/rs

CivOps/1007/64

le 25 mai 4

A: Monsieur S. Laurent, Conseiller principal pour la Magistrature

De: A.C. Gilpin, Chef adjoint des Opérations civiles

Objet: Candidats pour la magistrature

Il y a déjà plusieurs mois, le bureau du Personnel vous a remis les dossiers d'un certain nombre de personnes qui postulaient un poste de magistrat au Congo. Ces candidatures vous ont été soumises aux dates suivantes:

21 septembre 1963 - (mémo du Chef adjoint du Personnel)
dossiers de MM. Gilbert AUSTIN
Clément DASSY

30 janvier 1964 - (memo du Chef adjoint du Personnel)
dossiers de MM. Mahmoud Ezzat Abdel FATTAH
Abdel Aziz CHOUCRI
Charles A. GESHEL
Ibser POINVIL

3 février 1964 - (à la main, par Mme Buccianti)
dossiers de MM. Sehim Youssef ACKAOUI
Yves AUGUSTE
Samir BAROUDI
Georges CLIMIS
Jean COTSAKIS
Rafie Mohamed ELSENOUSSI
Jésus GARCIA PEREZ-BANCES
Raymond Alexandre GEARGEOURA
Gabriel HURI
G. M. LAURENT
Mathieu MONTREUIL
A. PANOS
G. PHORAS
H. TURENNE
J. VANDERLINDEN

.../

.... Ci-joint veuillez trouver la notice personnelle (formulaire P.11) de M. Alexandre YALLOUSIS.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir au plus tôt - au cours de cette semaine si possible - votre opinion sur chacun des candidats sus-mentionnés et vous prierais de dresser une liste des candidatures susceptibles d'être retenues, en indiquant, pour chacun des intéressés, le ou les postes qu'il pourrait éventuellement remplir au sein de la magistrature du Congo.

V2-03

Le 25 mai 1964

A: Monsieur M. Gouvreau, Chef-Adjoint du Personnel Civil

Du: Conseiller Juridique Principal pour la Magistrature

Objet: Congé Annuel de M. S. Deif.-

Par sa lettre du 21 mai 1964, Monsieur S. Deif, Juge du Tribunal de 1ère instance à Léopoldville, nous prie de vous informer que par suite des grèves de la "Sabena", il n'a pu obtenir de réservation avant le 5 juin.

Son retour est donc fixé au Mercredi 5 juin à 23ooheures.

cc: Mr. Gilpin Dep Chief Civ.Ops.
Mr. Cherif, President Court 1st instance - Léo

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

50-03

INDICATE PRIORITY	LTF		SVC Service		FFFFF Routine	XX	SSSSS Priority		PRIORITE NATIONS	

Priorité Nations traffic is strictly limited.

NR

(Address es)

UNATIONS
NEWYORK

21 May 1964

(TEXT & SIGNATURE) insert prefix &/or number as required USE DOUBLE SPACING.

ONUC 1898. CONFIDENTIAL LEONARD FROM OSORIO-TAFALL.

REUR 1819 AND 1851 AND MEMORANDA 13 APRIL AND FIRST MAY. WAS DELAYING REPLY PENDING DISCUSSION WITH PRIME MINISTER. MEANTIME WOULD OFFER FOLLOWING COMMENTS:

PRIMO. WE HOPE OBTAIN GUARANTEE FROM GOVERNMENT FOR FINANCING 47 JUDICIARY POSTS INCLUDING LAURENT IN 1965. PROJECT LIKELY REMAIN UNDER UNATIONS ADMINISTRATION IN VIEW DIFFICULTY ARRANGE DIRECT CONTRACTS GOVERNMENT AND MAGISTRATES.

SECUNDO. REGARDING YOUR QUOTE UNDERSTANDING THAT LAURENT, ALTHOUGH HAVING LEGAL BACKGROUND, IS NOT A LAWYER UNQUOTE, OUR RECORDS SHOW HE HAS LICENCE EN DROIT FROM FACULTE DE DROIT DE PORT-AU-PRINCE, HAITI (1931 TO 1934), COVERING DROIT CIVIL, DROIT PENAL, ECONOMIE POLITIQUE AND DROIT INTERNATIONAL PUBLIC.

TERTIO. WE SEE NO DIFFICULTY IN LAURENT BEING BOTH PRINCIPAL ADVISER TO RESREP ON JUDICIARY PROJECT AND PRINCIPAL LEGAL ADVISER TO MINISTER OF JUSTICE. SUCH DUAL ROLE IS CUSTOMARY WITH MANY OUR SENIOR EXPERTS.

QUARTO. MINISTER JUSTICE BOMBOKO HAS REQUESTED CONTINUATION LAURENT'S SERVICES AS PRINCIPAL LEGAL ADVISER STATING INTERALIA QUOTE LA HAUTE COMPETENCE AVEC LAQUELLE MONSIEUR LAURENT S'EST ACQUITTE DE SES

./.

T. O. R.

T. O. D.

BY: mep X-118

Drafted by :

Authorized : A. C. Gilpin

Date : 21 May 1964

2.500 x 200 — Imp. Plateau 11267

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE PRIORITY	LTF		SVC Service		FFFFF Routine	xx	SSSSS Priority		PRIORITE NATIONS	

Priorité Nations traffic is strictly limited.

NR

(Address es)

(TEXT & SIGNATURE) insert prefix &/or number as required USE DOUBLE SPACING.

CHARGES, REND SA COLLABORATION TRES PRECIEUSE ET IL SERAIT PARTICULIEREMENT SOUHAITABLE DE LE VOIR CONTINUER A SERVIR MON DEPARTEMENT PENDANT LA PERIODE ACTUELLE DE REORGANISATION DES STRUCTURES JUDICIAIRES DE LA REPUBLIQUE UNQUOTE.

QUINTO. IN VIEW ABOVE, WOULD RECOMMEND RECLASSIFICATION LAURENT TO P-5 AND EXTENSION PRESENT ASSIGNMENT ON BASIS JOB DESCRIPTION.

cc: Mr. Gauvreau

2,500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.

T. O. D.

BY: mep X-118

Drafted by : A. C. Gilpin

Authorized :

Date : 21 May 1964

50-03

MAY 20 1964

ACTION

214 Mr. Osorio
2224 Mr. Gilpin

Action Completed
Acknowledged
No Action Required
INFO ONS

CIVILIAN MILITARY
RECEIVED
C.R.W.C.

C2

YC169 NY 21 20 2245Z ;

LTF

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

1851 OSORIOTAFALL (CIVOPS). WOULD APPRECIATE RECEIVING YOUR COMMENTS ON OUR MEMO 13 APRIL RE JUDICIARY PROJECT ;

LEONARD "

COL 1851 13 "

Note: File + memo to w/ Mr. Gilpin.

REGISTRY
21 MAY 1964
ONUC

50-03

Mr. Gilpin

YC90 NY 21/19 19 1949Z ;

LTF

ONUC

LEO ;

1819 OSORIO-TAFALL (CIVOPS). REF OUR MEMO 1 MAY DECISION

ON LAURENT URGENTLY REQUESTED ;

LEONARD "

COL 1819 1 "

REGISTRY
20 MAY 1964
ONUC